

LA LETTRE DU 18 JUIN

N° 286 avril. 2026-Trente-deuxième année

Directrice de l'édition Christine ALFARGE

Le combat de l'avenir

SOMMAIRE

- DISSUASION NUCLÉAIRE DE LA FRANCE : DÉRIVE ?... Jacques MYARD page 2
- Enseignement et culture Du gl De Gaulle à G. Pompidou, et aujourd'hui...Christine ALFARGE page 4
- Elections municipales 2026 : des résultats en trompe l'œil ... Paul Kloboukoff page 5
- POMPIDOU ÉTAIT LE MEILLEUR SUCCESSEUR POSSIBLE DU GÉNÉRAL ... Entretien P. Messmer Page 6
- Lettre du général De Gaulle à Georges Pompidou 30 avril 1969 page 7
- Livre Georges Pompidou et l'éducation ... Bruno Poucet et Philippe Nivet page8





Par Jacques MYARD

Le discours d'Emmanuel Macron prononcé à l'Île Longue le 2 mars dernier a suscité un très fort intérêt en France ainsi que chez nos partenaires européens.

Toutefois ce discours de 40 mn, 7 pages dactylographiées mérite une analyse attentive, rigoureuse car il constitue une novation substantielle de la dissuasion nucléaire de la France.

Le Chef de l'État souligne tout d'abord que « nous vivons au plan géostratégique une période de rupture...cette période justifie un durcissement de notre modèle.

La Russie mène à l'Ukraine voisine une guerre lente et cruelle qui constitue, comme l'a identifié notre revue nationale stratégique, un risque majeur pour notre Europe. »

Après une analyse des efforts d'armements de la Chine, de l'Inde, du Pakistan et de la Corée du Nord, le Président relève à juste titre « Tout cela montre en tout cas que les menaces nucléaires s'accroissent, se diversifient ...qu'elles risquent d'être précédées d'épisodes de conflits intenses sous le seuil. »

Le Président en tire une première conclusion « Un rehaussement de notre arsenal est indispensable ». Il énumère certaines décisions de modernisation de nos forces nucléaires stratégiques. « La dissuasion est et doit demeurer un intangible français » dont la décision ultime de mise en œuvre « appartient au seul président de la République comptable devant le peuple français. »

Toutefois avant d'arriver à cette déclaration solennelle, Emmanuel Macron a ouvert un nouveau concept de la dissuasion nucléaire française : « **la dissuasion avancée** » ;

E. Macron propose que la France intègre à « sa réflexion les intérêts de nos alliés... la dissuasion avancée offre la possibilité pour les partenaires de participer aux exercices de la dissuasion ».

Il ajoute que la dissuasion avancée « pourra enfin prévoir le déploiement de circonstances, d'éléments de forces stratégiques chez nos alliés ».



DISSUASION NUCLÉAIRE DE LA FRANCE : DÉRIVE ?



Notre défense gagnera du champ et (la dissuasion avancée) « lui offrira une profondeur stratégique nouvelle »

E. Macron salue le travail avec nos alliés « Les premières étapes de la coopération commenceront dès cette année et pourront inclure des visites de sites stratégiques et des exercices conjoints ».

Personne ne peut nier qu'une menace, voire une attaque conventionnelle sur nos alliés en Europe puisse constituer une menace à nos intérêts fondamentaux en raison de la proximité géographique.

Charles de Gaulle lui-même n'a jamais écarté cette hypothèse, **mais il n'a jamais voulu associer quiconque à sa prise de décision**, une décision française souveraine dans son esprit, à la différence d'Emmanuel Macron !

À ce stade une seule question vient à l'esprit : la décision ultime appartiendra-t-elle au seul président de la République, alors que l'Allemagne, partenaire privilégié pour Emmanuel Macron aura participé aux exercices conjoints stratégiques ?

En d'autres termes, la dissuasion avancée n'est-elle pas un piège qui se refermera à terme sur l'indépendance de décision nucléaire de la France ?

Une chose est certaine l'Allemagne n'a jamais été en reste pour user de sa puissance pour imposer ses vues ...notamment à la France, on l'a expérimenté sur la question du nucléaire civil et l'élaboration du fameux règlement TAXONOMIE, où Berlin s'est opposé sans ménagement à Paris !

De plus, les récentes difficultés de Dassault Aviation avec les Allemands pour le développement de l'avion du futur SCAF devraient nous ouvrir les yeux !

« Il y a certains chefs qu'on suit d'autant plus aveuglément qu'il faut être aveugle pour les suivre » Gérard de Rohan Chabot (1870-1964).

Nous sommes avertis !

Jacques Myard Maire de Maisons-Laffitte Membre honoraire du Parlement, Président du CNR et de l'Académie du gaullisme.



Enseignement et culture, Du général De Gaulle à Georges Pompidou, et aujourd'hui ?

« Enseigner, c'est l'art de transmettre et d'innover au quotidien »

Par Christine ALFARGE,

Si l'histoire reste majoritairement l'outil de connaissance préféré des Français pour comprendre les fondements et racines culturelles des sociétés, c'est l'école qui initie l'histoire et en transmet les savoirs essentiels. Néanmoins, il s'avère que le patrimoine dans tous les domaines est privilégié par les Français, permettant d'entretenir leurs connaissances régulièrement puis de manière plus lointaine, les livres. À juste titre, on peut s'inquiéter du désintérêt croissant des adolescents concernant la lecture, de la même façon sur ce qu'ils ne savent plus de notre histoire par manque de curiosité et de volonté d'apprendre ce qu'était hier, pour mieux préparer demain et notamment endiguer la violence scolaire devenue une préoccupation majeure.

Comment va l'école ?

Aujourd'hui, l'avenir de la république est en jeu car nous sommes tous concernés par l'école publique en danger, laquelle va sombrer corps et biens. Elle va mal. L'opinion est informée de ce danger à travers les sondages ou les questions aux Français. On assiste à une dégradation dans l'esprit des citoyens. La plupart d'entre eux pensent que l'école est une affaire d'expert. Tout n'est pas mauvais. Beaucoup de secteurs sont performants avec un pôle d'excellence tout à fait normal. Pour 60% des gens, l'école ne pose pas de problème. La nation fait un effort considérable à hauteur de 135 milliards d'euros de budget pour l'école publique toutes dépenses confondues, premier poste budgétaire de l'état mis à part le remboursement de la dette, à titre d'exemple cela équivaut au montant des recettes de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dont s'occupe la direction des Finances.

Le soutien scolaire n'a jamais été aussi vivant depuis 2012. Cependant, la crise est très grave. Les enfants qui décrochent sont dans la nature et on ne sait pas ce qu'ils deviennent. Un des objectifs est de réconcilier ces décrocheurs avec les études. Afin d'y parvenir, l'enseignant doit avoir conscience de son rôle déterminant dans la communication et l'envie d'apprendre basées sur des stratégies pédagogiques différentes. On assiste également à une crise du recrutement d'environ 52% de candidatures en moins pour le remplacement des enseignants qui partent à la retraite, ce qui a pour effet d'avoir plus de vacataires.

À quoi est due cette carence ?

On s'aperçoit qu'il y a un manque d'attractivité de l'enseignement notamment sur le plan financier, compte tenu de la charge de la mission à effectuer dans une banlieue pour un salaire de 1500 euros Bac+5. La plupart des futurs enseignants refusent, certaines contraintes les dissuadent de récupérer les pires classes pour commencer. Ce sont les signes de la crise.

À l'école primaire, 40% d'enfants (environ 300 000) en sortent sans savoir lire et compter, 25% d'entre eux avec des acquis fragiles et 15% ont des difficultés très sévères et ne comprennent pas le sens de ce qu'ils disent.

L'oubli des savoirs.

Tous ces enfants doivent aller au collège, imaginez un élève qui ne sait à peine lire et écrire. C'est une humiliation et une désespérance pour les jeunes enfants issus des classes défavorisées qui depuis la maternelle, partent avec un handicap considérable. Pourquoi en sommes-nous arrivés là ? Si l'école publique les prend à trois ans en les sortant à onze ans sans réussir à leur donner les fondamentaux, il s'agit cependant d'enfants avec un potentiel avéré (8 années de scolarité). Le collège va en rattraper un peu. Les autres sortiront (environ 150 000 par an) sans diplôme, sans qualification. Un flot important de sans diplôme sera sans emploi. Le cursus s'arrête en général à la fin de la 3^{ème} pour obtenir un CAP ou un Bac pro plus qualifiant. Sans finir leur diplôme, 55% des élèves abandonnent et se retrouvent au chômage. Plus le diplôme est élevé, plus le chômage baisse. Le diplôme est une protection importante contre le chômage.



Georges Pompidou affirmait au sujet d'une politique de progrès social : « Reste enfin le problème de l'égalisation des chances au départ, c'est-à-dire de la démocratisation de l'Éducation nationale. En dépit d'un effort financier considérable et qui ne pourra s'accroître que faiblement, nous constatons que la proportion des fils d'ouvriers et de paysans dans l'enseignement secondaire long et dans l'enseignement supérieur, même si elle s'est considérablement améliorée, reste encore insuffisante.

L'école française est marquée par les plus grandes inégalités. Elle n'est pas capable de surmonter les inégalités de base. L'échec scolaire est massif, quel est son coût ? Selon un expert éducatif : « Les enfants nous ferons payer ce coût de délinquance plus que les autres, de chômage plus que les autres et de santé plus que les autres ».

L'école républicaine et laïque doit être l'apprentissage du « vivre ensemble ». La volonté d'intégrer dans l'enseignement primaire et secondaire « une morale laïque » ayant pour objectif de réaffirmer le principe de l'intérêt général en permettant aux élèves de s'approprier les valeurs de la république et de la démocratie, est un temps fort du changement éducatif promu.

Au regard de la faible performance des élèves, l'école peut-elle changer ?

La culture française est avant tout la culture de l'élite. Peut-on parler d'un climat consensuel ? On se rend compte que nous avons une des meilleures élites du monde, seulement la part des enfants qui rivalisent avec le monde est très petite. L'OCDE a mis en place un système de comparaison en 1997 appelé programme PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) où force est de constater aujourd'hui la faible performance des élèves.

Dans notre pays, la comparaison passe mal, soixante-dix pays mesurent les acquis des élèves ayant atteint l'âge de 15 ans au sujet de la compréhension écrite, la culture scientifique et mathématique en chute de façon permanente par exemple pour la France de 2006 à 2009 avec une baisse de 33%. La question du redoublement reste posée quant à savoir si c'est une bonne chose.

En 2013, le ministre de l'Éducation nationale a décidé une fois pour toute de donner la priorité au primaire et sur les moyens à mettre en œuvre à raison de cinq mille euros par enfant et par an à l'école primaire. Cependant, le consensus sur une réforme est très difficile à obtenir car chacun campe sur ses positions avec sa propre expérience.

L'enseignement basé sur la confiance.

Il faut d'autres façons d'agir, la capacité de changement des professionnels est avant tout liée à la confiance qu'on leur accorde et à une meilleure compréhension des difficultés qu'ils rencontrent chaque jour. À ce titre, la réforme sur les rythmes scolaires posant la question fondamentale sur l'étude des temps sociaux, nourrit un consensus entre les enseignants et les parents d'élèves craignant de nouveaux déséquilibres entre emploi du temps personnel et vie professionnelle. Quoi qu'il en soit, le savoir et les valeurs que l'École de la République est chargée de transmettre, restent une garantie de justice sociale. Le mérite revient d'abord aux enseignants qu'il faut soutenir dans leur mission quotidienne face aux enjeux d'une société confrontée à de nouvelles mutations creusant de plus en plus d'inégalités sur les territoires.

« Nous appartenons à un monde en perpétuel devenir, qui appelle des changements incessants. La formation que l'on reçoit doit être, à tous les âges de la vie, constamment reprise et modifiée... Tout d'abord, il faut parfaire la démocratisation, ce qui veut dire, essentiellement à l'heure actuelle, ouvrir plus largement l'enseignement long et l'enseignement supérieur aux fils d'ouvriers et de paysans [...] il s'agit d'une démocratisation efficace car il ne suffit pas de mettre tous les jeunes Français indistinctement sur les bancs des facultés, ni de leur distribuer à tous des diplômes au rabais. » affirmait Georges Pompidou.

Au début de la Vème république, l'éducation nationale connaîtra de grandes transformations liées à la nécessaire modernisation de la société. Le général De Gaulle portera toujours une admiration sans faille au monde de l'enseignement, socle de notre justice sociale, d'égalité face à la transmission du savoir et du respect des valeurs qui fondent notre démocratie.

Le général De Gaulle est le vrai précurseur de l'égalité des chances, laquelle passe avant tout par l'instruction. Selon lui, « puisque l'Etat s'est, à juste titre, chargé d'instruire la jeunesse, c'est à lui d'en fournir les moyens. » En 1963, il va s'atteler à une politique de l'Éducation nationale. « Pour le moment, cette institution est en proie à une gestation énorme... Depuis la base de départ créée jadis dans le primaire par l'obligation, renforcée dans le secondaire par la gratuité, complétée dans le supérieur par l'extension des bourses, une poussée élémentaire précipite filles et garçons vers un savoir plus étendu. Dans un monde où tous les étages sont devenus accessibles, le désir de connaître se joint au sentiment que l'on monte si l'on apprend. » écrivait-il.

« Cela suppose, bien entendu, une politique différente en matière de bourses. Il faut probablement moins disperser l'effort, il faut à coup sûr réviser les conditions d'attribution, notamment pour les fils d'agriculteurs. Mais, plus encore, faut-il faciliter la venue à l'Université des enfants des campagnes par la multiplication des établissements » écrivait Georges Pompidou.

L'enseignement, une mission primordiale.

« L'instruction publique, tout dépend d'elle, le présent et l'avenir... Dans presque tous les domaines, elle est languissante ou nulle. Si nous ne sortons pas de la route tracée, bientôt il n'y aura de lumières que sur quelques points, et ailleurs ignorance et barbarie. », disait Napoléon. L'idée soutenue par le général De Gaulle était le rôle fondamental de l'éducation, pour l'avenir. « Dans ma fonction et d'après l'ambition que je nourris pour la France, je vois dans l'Éducation nationale un service public au premier chef et qui revêt une importance et une noblesse exceptionnelles. À mon sens, la mission des hommes et des femmes qui font accéder les jeunes au domaine de la connaissance comporte, au point de vue humain, une responsabilité primordiale. Le fait d'influer puissamment sur notre destin en instruisant la fleur du peuple implique un devoir national incomparable. » enfants.



Il voulait donner la possibilité à chacun de développer sa réflexion, en fonction de ses capacités, trouver la voie qui lui convient selon qu'il décide de poursuivre sa scolarité au-delà de seize ans ou non et ainsi répondre aux besoins de développement du pays au niveau scientifique, technologique, mettant l'accent sur la natalité pour laquelle il créera l'INED, outil indispensable afin d'analyser les évolutions démographiques permettant de mener une politique familiale digne des besoins de la population française. Il avait compris que la vitalité d'un pays reposait d'abord sur la natalité et le suivi scolaire des

Son souci constant pour la jeunesse de France était très fort de l'apprentissage à l'enseignement supérieur, tous les jeunes étant de futurs acteurs de l'économie française. Le général De Gaulle ne manquera jamais ce rendez-vous avec la jeunesse de France, un symbole fort à ses yeux, il accordera une place centrale à l'éducation, se référant toujours à son père professeur, lequel au regard de son enseignement avait prodigué pendant des générations d'élèves, une grande qualité humaine et un dévouement à toutes épreuves.

« Ainsi est abolie l'antique prédestination qui fixait, dès le départ et sauf quelques exceptions, le destin scolaire et, dans une large mesure, social de tous les enfants de France. Ainsi est offerte à la jeunesse une Education nationale où toutes les voies sont ouvertes aux capacités de chacun. » écrira le général De Gaulle dans ses Mémoires d'Espoir ». Les mots du général sont l'expression d'une volonté de justice sociale, ils montrent qu'il est primordial de permettre dès le plus jeune âge, celui où va se forger la personnalité et l'esprit critique, de donner les mêmes possibilités d'apprendre.

« Puisqu'en notre temps la France doit se transformer pour survivre, elle va dépendre autant que jamais de ce que vaudra l'esprit de ses enfants à mesure qu'ils auront à assumer son existence, son rôle et son prestige. » écrira-t-il dans ses Mémoires d'Espoir. Si grâce au développement industriel, la vie des Français est devenue meilleure, la France est cette nation qui devait éclairer le monde, « si récemment encore, notre pays était considéré comme « l'homme malade » de l'Europe, aujourd'hui son poids et son rayonnement sont reconnus partout dans l'univers. » écrira le général De Gaulle dans ses Mémoires d'Espoir. Il faut une ouverture sur les autres, l'éducation a tout son rôle, la transmission des parents aussi, donner l'accès à la culture tel qu'André Malraux va le promouvoir lorsqu'il sera nommé ministre chargé des affaires culturelles en 1959 sera pour lui un objectif majeur, s'exprimant ainsi « le problème politique majeur de notre temps, c'est de concilier la justice sociale et la liberté, le problème culturel majeur, de rendre accessible les plus grandes œuvres au plus grand nombre d'hommes. »

Quelques années plus tard, Georges Pompidou écrivait au sujet des événements de mai 68 : « Je n'avais pas prévu ce qui est arrivé. Le climat social était calme. Restait l'Université. On a ironisé et je le comprends sur la déclaration que j'avais faite un jour à la télévision selon laquelle je pensais que notre meilleure réussite était l'Éducation nationale. [...] Pour l'enseignement universitaire, mon gouvernement avait doublé la capacité d'accueil, autrement dit avait construit plus que les siècles ne nous avaient légué. La croissance du budget, en valeur relative, était énorme et indiscutée. Mais ce n'était évidemment pas la solution de tous les problèmes. Bien au contraire, la poussée universitaire, à Paris notamment, en créait de nouveaux, dès lors que plus de cent cinquante mille jeunes gens se trouvaient agglomérés, logés et nourris à bas prix, peu contraints par leurs études, disponibles pour toutes les aventures [...] Où trouverons-nous dans tout cela la place des agrégés ? [...] Il y a dans la préparation à l'agrégation, comme dans celle de tous les grands concours, un effort qui est ingrat, absorbant, qui n'est pas varié, et qu'il faut consentir [...] L'important, c'est que l'agrégation reste un concours qui ne soit pas distribué à tout le monde ».

Ce qui liait le général De Gaulle à Georges Pompidou, deux hommes à la fin de leur vie profondément angoissés, mai 68 jouant un rôle majeur pour Pompidou, c'est cette période qui le révèle mais en même temps, un pays qui lâche prise, c'est ces Français qui ne sont pas capables de faire des efforts pour tenir le rang de la France.

À travers des choix éducatifs et culturels, le général De Gaulle et Georges Pompidou ont toujours guidé la France vers l'unité nationale, se pliant aux évolutions nécessaires à une époque où tout était en train de changer, en particulier dans le domaine intellectuel ! Aujourd'hui, notre devoir est d'en assurer la transmission aux jeunes générations... !

*Christine ALFARGE Secrétaire générale de l'Académie du Gaullisme



Elections municipales 2026 : des résultats en trompe l'œil Des élections municipales 2026 sans partis politiques

par Paul KLOBOUKOFF,

Je ne suis pas le seul à attirer l'attention sur le sujet. Le samedi 7 mars, francebleu.fr avait diffusé un article intitulé : Municipales 2026 : « liste citoyenne », « apolitique », « sans étiquette », les candidats ne veulent plus des partis (1).

Cette attitude peut se comprendre de la part de candidats se présentant dans des petites communes, qui sont éloignés des appareils politiques. Elle l'est moins pour des postulants aux carrières politiques déjà longues. Le média cite des personnalités locales « connues et reconnues », de droite ou de gauche, appartenant ou ayant appartenu à un parti... et non des moindres, tel le président de l'UDI dans le Tarn et Garonne.

« Afficher un parti, c'est un fardeau plus qu'un bonus, il n'y a pas d'intérêt politique, vous ne gagnez pas d'électeurs, pire vous pouvez en perdre avec des logos comme Renaissance ou Les Républicains, voire LFI. Les Français ne veulent pas des partis, ils ne veulent pas de clivages », selon le fondateur de l'agence Deux Quatre et du Lab électoral, qui accompagnent 60 candidats partout en France dans leur stratégie de communication.

Même à Colombey les Deux Eglises, le Gaullisme n'est plus en odeur de sainteté. Une seule liste a été présentée à l'élection municipale par Odile Chamerois : Pascal Babouot, « l'expérience au service de tous ». Elle porte les noms des 17 personnes qui ont été élues au conseil municipal par 161 voix, soit 100% des votes exprimés et 27,52% des inscrits.

Cette situation a conduit les services de l'Etat à effectuer le « nuancement », pour les villes de plus de 3.500 habitants, en attribuant une couleur au candidat et à sa liste. Entre l'extrême gauche (EXG) et l'extrême droite (EXD), il y a 26 nuances individuelles, sans compter les listes d'unions... ainsi que les listes sans position explicite apparente sur des sujets de fond, classées sans étiquette

Modeste participation et faibles scores des partis politiques

Les statistiques officielles (2) montrent que la participation a été de 57,2% au 1^{er} tour. Sur 44 399 471 inscrits, 25 384 436 ont voté. 33 227 maires ont été élus.

Au second tour, sur les 13 663 811 inscrits, 7 663 065, soit 56,2%, ont voté.

Les électeurs ont tourné le dos aux partis politiques. Sur les 34 668 maires élus, les candidats sans nuance politique ont obtenu **31 508** mairies. **Les partis politiques se sont partagés à peine 9% des mairies. C'est pourtant presque exclusivement sur ces derniers que l'attention des médias s'est concentrée.** Parmi les partis dont on a le plus parlé figurent : - les divers droite, avec 1 100 communes (+219) ; - les divers gauche, avec 553 communes (- 52) ; - les divers, avec 537 communes (+184) ; le Rassemblement national, avec 42 communes (+34) ; les Socialistes, avec 39 communes (+ 25) ; la France Insoumise, avec 6 communes...

Ce ne sont donc pas les partis qui font le plus de bruit qui ont obtenu le plus de mairies.

Conservatisme des électeurs

Seulement 1 287 communes, soit 3,7% d'entre elles, ont changé de couleur politique par rapport au mandat précédent. Ce score dénote une appréciation majoritairement très positive de leurs élus locaux par les citoyens.

*Paul KLOBOUKOFF Académie du Gaullisme 24 mars 2026

Sources et références :

(1) Municipales 2026 : « liste citoyenne », apolitique », « sans étiquette », les candidats ne veulent plus des partis. francebleu.fr/emissions/l-info-d-ici-occitanie/municipales-2026... Le 7 mars 2026

(2) Statistiques des municipales 2026 resultats-municipales (2026.fr/statistiques le 23/03/2026





« POMPIDOU ÉTAIT LE MEILLEUR SUCCESSEUR POSSIBLE DU GÉNÉRAL »

Entretien avec Pierre Messmer,

Pour un gaulliste « historique », n'y a-t-il pas contradiction à se réclamer de deux fidélités qui ont pu, parfois, apparaître contradictoires ?

– **P.M.** : Non. En rentrant en France, à la Libération, le général de Gaulle ne voulait pas reconstruire le pays, l'Etat, avec les seuls Français libres et les résistants. Depuis le début, il n'avait en vue que l'union de tous les Français. Au temps du RPF, parmi ses plus proches collaborateurs, on trouve Georges Pompidou, et Olivier Guichard (dont le père avait été chef de cabinet de Darlan). Deux hommes qui n'avaient pas la moindre action de résistance à leur actif ! C'était délibéré. Bien sûr, il n'ira pas, comme plus tard Mitterrand, recruter des collaborateurs, mais il ne veut pas se limiter à une seule catégorie de Français. Il est l'homme du rassemblement.

A quel moment faites-vous la connaissance de Georges Pompidou ? Quelles sont vos premières impressions sur l'homme ?

– **P.M.** : J'ai fait sa connaissance par mon ami Guy de Rothschild bien avant 1958. J'ai tout de suite été immédiatement sensible à sa culture et à son intérêt pour la politique au plus haut niveau. Je savais qu'il était resté très proche du Général après la fin du RPF. Ils avaient des relations personnelles très étroites, notamment par le biais de la Fondation Anne de Gaulle, dont s'occupait Pompidou.

Vous étiez proche de lui à partir de 1962. A quel moment avez-vous eu conscience qu'il pouvait être un successeur éventuel du Général ?

– **P.M.** : J'ai très vite constaté qu'il était en position de succéder au Général.

Plus que les successeurs qui pouvaient apparaître plus « naturels », d'un point de vue strictement gaulliste, tels Michel Debré ou Jacques Chaban-Delmas ?

– **P.M.** : Oui. A partir du moment où il a été Premier ministre, il s'est progressivement imposé aux yeux des Français et aussi des milieux politiques.

Il semble qu'à partir d'un certain moment, le Général a beaucoup pensé à Maurice Couve de Murville.

– **P.M.** : Je ne l'aimais pas, car c'était un homme sans convictions.

Pourquoi le Général l'aimait-il à ce point ?

– **P.M.** : Parce que c'était un bon exécutant. Couve a été à la commission d'armistice de Wiesbaden, puis il est passé en Afrique du Nord, mais en ralliant Giraud, qui l'a nommé membre du CFLN ; puis il trahit Giraud après l'affaire de Corse. Cela fait beaucoup ! En plus, il détestait l'arme nucléaire. Il n'osait pas le dire, mais il me l'a avoué un jour, et, ce jour-là, c'est moi qui l'ai détesté !

En 1968, c'est Pompidou qui avait raison

Vous écrivez dans vos Mémoires que c'est à la faveur de la crise de mai 68 que vous découvrez qu'il est un « homme d'Etat ». Pourtant, beaucoup lui reprochaient de mener une politique différente de celle du Général. N'était-ce pas votre sentiment ?

– **P.M.** : C'est mai 68 qui nous a rapprochés, lui et moi. Auparavant, nous n'étions pas en mauvais termes, mais comment dire ? – pas en confiance l'un avec l'autre. Cela tenait à mes fonctions de ministre des Armées, à la façon dont je gérais mon ministère. Par exemple, il m'est arrivé deux fois de refuser ses arbitrages financiers budgétaires. Il avait été également ulcéré qu'après l'affaire Ben Barka, le Général me rattache le SDECE, et il me l'a fait comprendre. En mai 68, c'est lui qui avait raison : il pensait qu'il n'y a pas de révolution tant qu'il n'y a pas d'effusion de sang, tant qu'il n'y a pas de tués. Il a tout fait pour l'éviter, il a agi en fonction de l'intérêt supérieur de la France.

En juin 1969, au moment où il entre à l'Elysée et où vous quittez les Armées, vous n'êtes pas non plus en très bons termes avec lui. Vous confiez que vos rapports manquent alors de chaleur et qu'ils deviennent carrément « frais » à l'automne lorsque vous faites publiquement état d'un différend avec le nouveau chef de l'Etat sur la participation. N'y avait-il pas là une sérieuse ligne de fracture entre le Général et son successeur ?

– **P.M.** : Georges Pompidou m'a reproché ce que j'avais dit pendant ma campagne électorale en Moselle j'étais d'accord sur presque tout, mais pas sur la participation ! Il m'en a fait l'observation avec d'autant plus d'aigreur que j'avais été réélu triomphalement avec 80 % des voix au premier tour. C'est vrai qu'il existait une contradiction profonde entre les idées du Général et celles de son successeur. Pompidou voulait se limiter à la participation du personnel au capital – et d'ailleurs, il l'a faite ! Le Général voulait que les travailleurs soient associés aux fruits de l'entreprise et aux décisions les concernant et il trouvait que Pompidou n'allait pas assez loin.

La question de l'élargissement du Marché commun constitue une autre ligne de fracture. Le Général ne voulait pas y admettre l'Angleterre, Pompidou l'y fait entrer.

– **P.M.** : Est-ce que le Général se serait obstiné dans son refus ? Avant son départ, il avait renoué des contacts secrets avec les Anglais. Cela dit, il n'aurait pas été aussi vite que Pompidou. Mais je ne crois pas qu'il aurait dit « non » indéfiniment.

Une autre initiative du Président Pompidou est apparue à beaucoup de gaullistes comme contraire à l'esprit des institutions de 1958 : la réforme du quinquennat, lancée en 1973 ?

– **P.M.** : Je suis contre ! Je pense qu'elle a été largement inspirée au Président Pompidou par sa maladie, dont il allait mourir l'année suivante. «

Que faites-vous ?

– **P.M.** : Je gagne du temps, et elle a été repoussée. Je crois avoir été loyal, mais je ne me suis pas battu à mort. Il manquait environ deux douzaines de voix pour faire passer la réforme au Congrès. J'ai dit à Pompidou qu'il ne fallait pas aller au Congrès, que nous serions battus, et il n'a pas discuté mon pointage. J'ai ajouté : « Si vraiment vous voulez aboutir, allez au référendum. Là, vous pouvez gagner, mais c'est votre affaire, ce n'est pas la mienne ». Il était trop malade pour faire une campagne, il n'en pouvait plus – je le savais bien.

Dans la mémoire des Français, l'image du Président Pompidou reste – à tort ou à raison – entachée d'immobilisme. Quel est votre sentiment à ce sujet ?

– **P.M.** : C'est un reproche qui a été colporté par les gaullistes de gauche. Mais qu'ont-ils fait ? Rien ! Ils ont essayé de démolir ce qui se faisait sous l'autorité de Georges Pompidou. Ils ont monté des coups tordus, comme l'affaire Markovic, une affaire honteuse, ourdie par eux. Ils ont utilisé des photos truquées, ils se sont mal conduits. Le reproche d'immobilisme ne tient pas. Le septennat interrompu de Georges Pompidou a été marqué par d'importantes avancées en matière économique et sociale.

Vous continuez de penser que Georges Pompidou a été le meilleur successeur possible du Général ?

– **C.P.** : Oui. Certes, il y en avait d'autres, mais pas de meilleurs ! C'était aussi le sentiment du Général, malgré la rupture entre eux consécutive aux événements de 68 et à leurs suites. En avril 1969, il lui écrit qu'il approuve sa candidature à l'Elysée et qu'il espère son succès ; en juin, il le félicite pour son élection. Cela suffit à trancher le débat, il me semble. »

Propos recueillis par François Broche. Revue Espoir n°148, septembre 2006
Fondation Charles De Gaulle

Lettre du général De Gaulle à Georges Pompidou 30 avril 1969



Mon cher ami,

Après ce que je vous ai dit maintes fois naguère et ce que j'ai déclaré publiquement à votre sujet, vous êtes certainement fondé à croire que j'approuve votre candidature. Je l'approuve, en effet.

Sans doute eût-il mieux valu que vous ne l'ayez pas annoncée plusieurs semaines à l'avance, ce qui a fait perdre certaines voix au « oui », vous en fera perdre quelques-unes à vous-même et, surtout, pourra vous gêner un peu dans votre personnage, si vous êtes élu. Mais, dans les circonstances présentes, il est archinaturel et tout à fait indiqué que vous vous présentiez. J'espère donc vivement votre succès et je pense que vous l'obtiendrez.

Il va de soi qu'au cours de la « campagne », tenant compte des dimensions de tout, je ne me manifesterai d'aucune façon. En particulier, votre lettre du 28 avril et ma réponse d'aujourd'hui resteront entre nous.

Veuillez, je vous prie, présenter à Madame Pompidou mes très respectueux hommages, auxquels ma femme joint, de tout cœur, son meilleur souvenir. Pour vous, mon cher ami, l'assurance de mon très cordial et fidèle attachement.

C. De Gaulle

LIVRE



Georges Pompidou et l'éducation

Bruno Poucet et Philippe Nivet



Bruno Poucet Professeur émérite d'histoire de l'éducation, après avoir été directeur du Centre amiénois de recherche en éducation et formation (CAREF), membre du comité de rédaction de Carrefours de l'éducation. Il est l'auteur d'ouvrages sur l'histoire des politiques éducatives et a codirigé notamment le Dictionnaire des ministres de l'Instruction publique et de l'éducation nationale (Septentrion, 2025) et La dissertation de philosophie : histoire et enjeux (Lambert-Lucas, 2023).



Philippe Nivet Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Picardie, directeur du Centre d'histoire des sociétés, des sciences et des conflits, Philippe Nivet est spécialiste de l'histoire des civils français pendant la Première Guerre mondiale et de la vie politique française au XXe siècle. Il est membre du conseil scientifique de l'Institut Georges Pompidou.

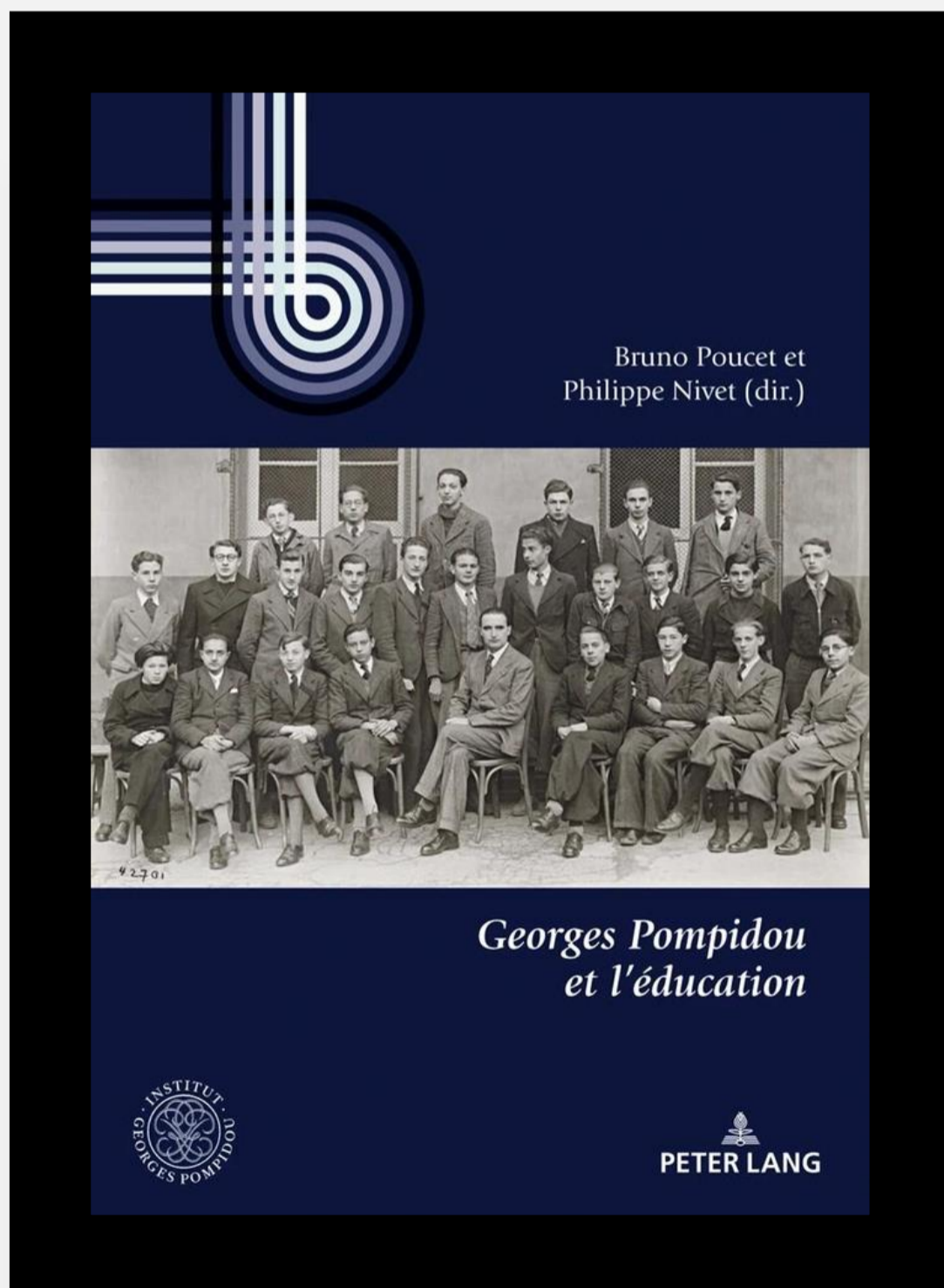
Georges Pompidou et l'éducation

Normalien de la rue d'Ulm et agrégé de lettres, Georges Pompidou est, à ce jour, le seul président de la Ve République à avoir exercé le métier de professeur.

Après avoir étudié quel professeur il a été et comment il ressentait l'exercice du métier, ce livre est consacré à la politique éducative qu'il a menée lorsqu'il a été Premier ministre et surtout quand il a exercé les fonctions de président de la République, après les événements de mai 1968 qui ont eu un fort impact sur la jeunesse et le monde éducatif.

Après des contributions sur l'enseignement secondaire, l'enseignement supérieur, l'enseignement professionnel et technique et l'enseignement, privé des articles plus ciblés sont consacrés aux constructions scolaires dans les années Pompidou et à la manière dont les réformes ont été acceptées par le corps enseignant, les syndicats et les associations professionnelles.

De nombreux documents, notamment la transcription d'un entretien avec son conseiller Jean-François Saglio, accompagnent ces contributions.



In Memoriam - Georges Pompidou

Hommage de Pierre Messmer 1^{er} Ministre en mai 1974



La mort dépouille celui qui vient de succomber de tout ce qui n'est plus l'essentiel, et fait apparaître tout-à-coup les traits profonds et durables de sa vie.

Ainsi de Georges Pompidou, et du souvenir qu'il laissera dans nos mémoires et dans l'Histoire.

Le destin de celui qui fut pendant si longtemps le collaborateur du général De Gaulle avant d'en être le Premier Ministre pendant six ans et le successeur pendant cinq ans, apparaît maintenant, en pleine lumière, comme marqué d'une grande passion : celle de l'indépendance. Mais aussi d'une conviction : que, pour un pays comme le nôtre, l'indépendance ne va pas sans la puissance qui la garantit et la préserve.

Qui ne voit que la volonté d'indépendance qui fut au cœur même de l'action du général De Gaulle a sous-tendu tous les efforts, toutes les démarches, toutes les initiatives, tous les combats qui ont jalonné les cinq années durant lesquelles Georges Pompidou a gouverné la France ? Pour lui, l'enjeu était si capital qu'il considéra toujours comme son premier devoir de chef de l'État d'affronter, pour sauver l'indépendance nationale, les menaces, les tempêtes, les conjurations, ou, plus simplement, les tentations quotidiennes de la facilité et de l'abandon. Il le fit à sa manière, qui était celle d'un homme équilibré, sachant prendre la mesure des choses mais qui gardait au fond de lui-même la plus inébranlable volonté dès lors qu'étaient en cause les grandes querelles qu'il soutenait.

Mais c'était un homme de son siècle et rien de ce qui fait le monde moderne ne lui échappait. C'est dire qu'il a su discerner, avec la plus rigoureuse lucidité, quelles étaient aujourd'hui les conditions de la puissance, garantie de notre indépendance.

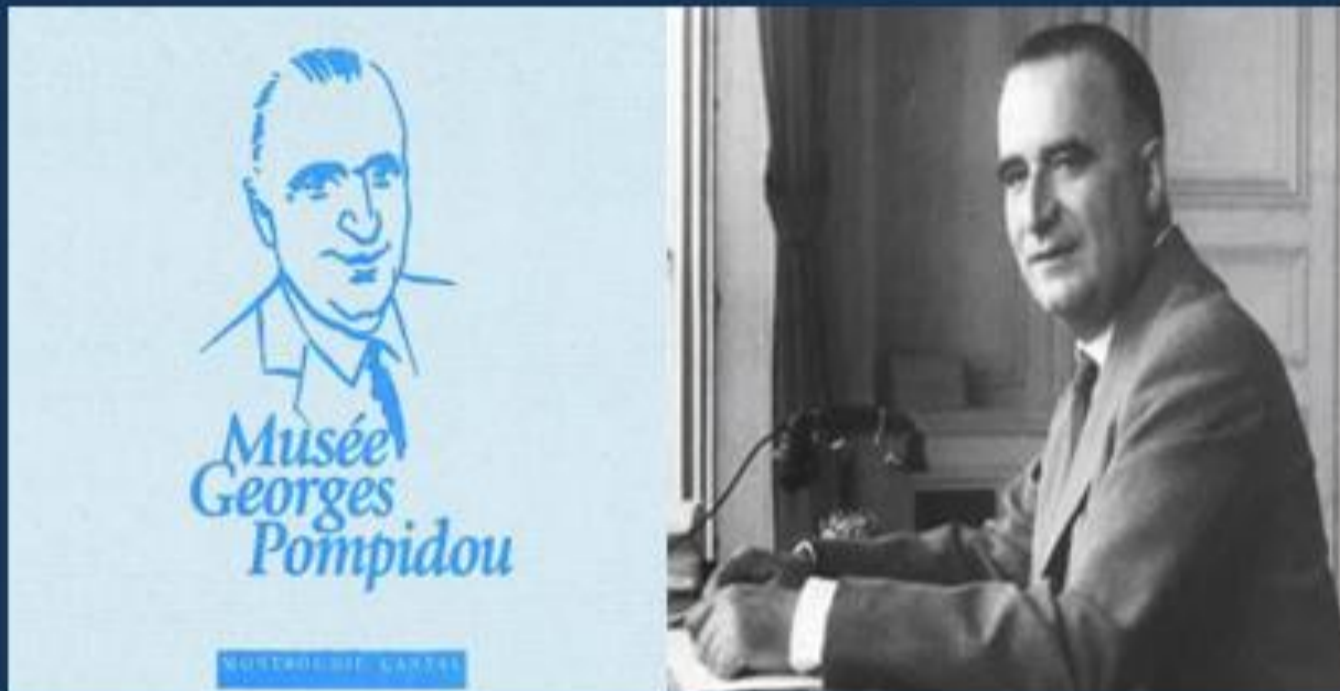
De là son attachement à cette grande tâche qui est de faire de la France une véritable puissance industrielle. Il savait que là n'était pas seulement la base du progrès social qu'il voulait promouvoir mais aussi la condition indispensable pour que notre pays puisse peser de tout son poids dans le monde tel qu'il est. Aux hommes épris de justice et de paix, son action rappelait et rappellera toujours que l'une et l'autre supposent la force économique et l'équilibre entre les nations.

Aujourd'hui comme hier, l'indépendance de la France suppose la puissance militaire. À notre époque, et pour une nation de notre dimension, cela veut dire la puissance nucléaire. Le choix historique fait par notre pays en faveur d'une force nationale de dissuasion fut aussi celui de Georges Pompidou. Quand le général De Gaulle quitta le pouvoir, certains purent s'interroger sur la poursuite de l'entreprise : la réponse qu'apporta Georges Pompidou fut la résolution inébranlable de maintenir le choix de la France. Et l'on sait combien il dut, pour cela, affronter de pressions, d'intrigues et d'objurgations. Si nous atteignons aujourd'hui au degré de puissance nucléaire qui est le nôtre, c'est à cinq ans d'efforts délibérément poursuivis sous l'autorité de Georges Pompidou que nous le devons. Il savait aussi qu'il n'y a pas d'indépendance qui vaille, ni de puissance crédible si le peuple tout entier s'abandonne et renonce à croire qu'il y va de son destin. Georges Pompidou n'a jamais manqué une occasion de rappeler que la Patrie demeurait la valeur suprême, sur quoi se fonde la cohésion nationale, et que le patriotisme est par conséquent pour un peuple la première des vertus. Il a rappelé aux Français, en particulier aux plus jeunes d'entre eux que, loin d'être « dépassée, la Patrie est indissociable de la liberté et du bonheur de chacun ». Trop de peuples, dans le monde entier, font tragiquement l'expérience du lien indissoluble qui existe entre l'indépendance nationale et le libre choix de chacun, entre la défense de la Patrie et la possibilité pour les citoyens de déterminer leur propre avenir, pour que ce rappel ne soit pas essentiel.

Telle est en effet l'éternelle actualité du patriotisme. Telle est aussi l'éternelle actualité de l'enseignement que nous a laissé Georges Pompidou.

Sachons ne jamais l'oublier !

Musée Georges Pompidou Le Bourg 15190 Montboudif - Cantal



Ce musée a pour ambition de retracer, au travers d'archives diverses et de photographies, les relations civiles et politiques du Premier Ministre, Député, Président de la République Georges Pompidou.

Le visiteur a accès à un ensemble riche de documents iconographiques constitué d'objets personnels et de nombreuses photographies de voyages officiels, de campagnes électorales ou d'évènements locaux.

D'autre part la projection d'un petit film témoigne de l'attachement de Georges Pompidou à sa terre natale. Cet ensemble constitue une évocation d'histoire contemporaine pour tout style de public et l'art n'y est pas en reste.

Ouverture

Du 01/04 au 14/06, tous les jours.
Et jours fériés.

Du 15/06 au 15/09, tous les jours.
De 10h30 à 12h et de 14h à 18h30.

Du 16/09 au 31/10, tous les jours.
Et jours fériés.

À la demande.

Musée Georges Pompidou
Le Bourg 15190 Montboudif - Cantal
06 41 43 16 98



SOMMAIRE

- Nouvelle Année, Nouvel Espoir : rétablissons la souveraineté de la France. Jacques Myard page 1
- « Ils ont fait la France grandiose... » ... Christine Alfarge page 2
- Le général de Gaulle économie et finances ... Henri Fouquereau page 3
- Note de lecture de l'ouvrage « Entretien avec Michel Anfröl » ... Marc Fosseux page 4
- Noël nous faire redécouvrir l'échange vrai Marc Dugois page 7
- Deux défis majeurs pour le nouveau président américain ... Paul Kloboukoff page 8





BULLETIN D'ADHÉSION ET D'ABONNEMENT À 18 JUIN
Etablir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme et le retourner à :
Académie du Gaullisme

Nom et prénom..... Adresse

Code postal..... Ville.....

Téléphone fix..... Téléphone portable.....

Courriel

Cotisations : ---- x 25 € (plus de 25 ans) ---- x 10 € (moins de 25 ans) ---- x 30 € (couple)
A partir de ---- x 75 € (membre bienfaiteur)

Etablir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme et le retourner à : Académie de Gaullisme, Monsieur ALFARGE Amir
12, Rue Rabelais 86130 JAUNAY- MARIGNY

Site officiel Paris France
www.academie-gaullisme.fr

© 01.04.2026